

LES CONFLITS ENVIRONNEMENTAUX EN TURQUIE : EXPRESSION D'INSOUMISSION

Nora Seni

La Découverte | « [Hérodote](#) »

2017/2 N° 165 | pages 131 à 142

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707196439

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2017-2-page-131.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les conflits environnementaux en Turquie : expression d'insoumission

*Nora Seni*¹

Sous le règne d'Abdulhamid II, à la fin de l'Empire ottoman, malgré le peu de liberté dont jouissait la presse, les journaux satiriques ne se privaient pas d'évoquer les « embarras » d'Istanbul au sens où Sébastien Mercier décrivait les encombres des rues de Paris. Ils se plaçaient du point de vue de l'usager et ridiculisaient les ratés de la modernisation sur l'espace urbain, raillaient les entraves à une utilisation fluide de la ville. Dans ces caricatures, les bateaux à vapeur flambant neufs sont remorqués par les barques à rames de la Corne d'Or, dans les rues les passants circulent juchés sur des échasses pour éviter la boue et les eaux de pluie en mal d'évacuation. Ces dessins stylisés étaient-ils le signe d'un éveil précoce d'une conscience environnementale ? Ils exprimaient plutôt une « sensibilité municipale » [Seni et Georgeon, 1992] d'autant plus développée qu'elle canalisait la critique et l'opposition politiques que bridait la surveillance acharnée de la Sublime Porte. En l'absence de libertés, ne pouvant s'en prendre à l'État, au pouvoir central, pour la pauvreté, la guerre ou l'absolutisme, on aiguissait sa qualité d'usager de la ville et des services publics. Faute de citoyenneté on était citadin, exigeant et ironique. Ainsi peut-on établir que la « sensibilité municipale » fut inversement proportionnelle au développement des libertés publiques et de l'« inclusivité » politique. Si elle n'est pas universelle, cette équation s'applique-t-elle, et selon quelles mutations contemporaines, à l'essor des questions environnementales dans l'actuelle Turquie ?

Aujourd'hui deux courants se croisent, irriguant les conflits environnementaux qui s'imposent comme des ressources politiques depuis quelques années.

1. Professeur émérite à l'Institut français de géopolitique, université Paris-VIII Saint-Denis.

La mobilisation pour la défense de Taksim-Gezi

L'un de ces courants concerne le développement de la société civile et de l'activité associative, la création d'institutions et de fondations privées. Cette effervescence est sensible depuis la décennie qui a suivi le coup d'État militaire de 1980. Celui-ci a doté le pays d'une constitution restreignant l'accès au politique, le soumettant au contrôle des généraux, favorisant l'émergence d'acteurs de la société civile et des mouvements focalisés sur des enjeux urbains, écologiques, de genre, patrimoniaux, esthétiques, artistiques, et qui ne pouvaient s'exprimer à travers le politique. Associations, fondations, *think-tanks* virent le jour, faisant émerger la figure de l'expert, du spécialiste. Les fondations des grandes familles du monde des affaires se lancèrent dans la création de musées et d'universités, dans l'organisation d'événements artistiques (arts contemporains, musique, cinéma) en lien avec les grands rendez-vous du monde des arts européen (notamment avec la Biennale de Venise). Les liens que les ONG turques ont su tisser à l'international ont contribué à leur développement en incitant les acteurs publics (universités, ministères) à s'y associer. Le pouvoir central a fait plus que tolérer cette effervescence, il l'a accompagnée en desserrant l'étau des interdictions administratives, en laissant s'élargir l'aire des initiatives civiles, associatives et des fondations. Au gouvernement à partir de 2002, le Parti de la justice et du développement (AKP) de M. Erdogan a étendu la portée de cette ligne jusqu'en 2011.

La part de l'environnement reste néanmoins négligeable au sein de l'activité associative jusqu'aux années 2010. En 2004, elle ne représente encore que 2 %, loin derrière les ONG qui lèvent des fonds pour la construction des mosquées et qui représentent 20 % de l'activité associative [Adem, 2005]. Le grand raout des rencontres Habitat II à Istanbul (1996) fut un moment charnière auquel urbanistes, universitaires, architectes, planificateurs turcs ont puisé quelques-unes de leurs convictions et de leurs inspirations dont les linéaments se prolongent jusqu'à aujourd'hui. Porté par ces acteurs ainsi instruits des modalités de gouvernance, exigeant des autorités municipales que soient désormais établies des modalités de consultation et de participation, le nouvel essor favorise la création d'ONG de quartiers concernés par les dégâts de la « transformation urbaine » (*kentsel degisim*), concept valise qui désignait les retombées néfastes des mutations de la ville induites par les logiques de valorisation rapide du foncier. Les associations d'« embellissement de quartier » qui ont proliféré sont les premières à se vouer à la préservation des espaces verts, des parcs, des arbres, à s'évertuer à protéger les terrains vagues de la propension à construire et à bétonner, dans l'espoir d'y implanter parcs ou aires récréatives, de quoi faire respirer leur environnement, et laisser jouer leurs enfants à l'abri de la pollution.

C'est à partir d'un tel terreau, animé par ces acteurs issus de la classe moyenne éduquée (universitaires, architectes, animateurs de radio, comédiens) et pour préserver un des derniers espaces verts du centre-ville qu'a jailli l'étincelle du mouvement protestataire Taksim-Gezi (été 2013) embrasant Istanbul, avec des centaines de milliers de manifestants, pour se propager ensuite dans la plupart des grandes villes de Turquie. Tout est parti du *projet de piétonnisation de la place Taksim* qui prévoyait de détruire le petit parc Gezi, de transformer en échangeur d'autoroutes les artères environnant la place, saccageant ainsi la vie de ce quartier résidentiel. Réunis au sein d'un groupe informel « la plateforme de Taksim », les premiers à réagir contre ce réaménagement sont des enseignants du supérieur, des designers, des architectes et urbanistes. Ils diffusent l'information, déconstruisent le plan de réaménagement, sensibilisent les médias. Parallèlement, ils multiplient les démarches pour débattre du projet avec la municipalité, dénoncent l'absence de concertation, exhibent les incohérences du plan et alertent les riverains. Ils réclament une autre gouvernance urbaine, plus inclusive, proposent l'institutionnalisation de procédures participatives, l'ouverture d'un espace de débats qui permette aux Stambouliotes de se réappropriier leur ville.

Les premiers bulldozers arrivent fin mai, pour déterrer les arbres au milieu de la nuit. Les réseaux sociaux permettent de regrouper immédiatement sur place une soixantaine de protestataires qui s'opposent aux pelleteuses, réussissent à les arrêter et veillent le parc toute la nuit. Le lendemain, leur nombre est multiplié par dix avec, en prime, un député HDP² qui se positionne devant une gigantesque pelleteuse en marche lui interdisant d'avancer, réplique de l'image héroïque du jeune homme seul défiant une file de tanks sur la place Tian'anmen. Relayée sur les réseaux sociaux, cette image est un des catalyseurs du soulèvement qui enflera, de l'enthousiasme et de la détermination de plus d'un million de protestataires de toutes origines qui manifesteront dans l'ensemble du pays les jours suivants. La capacité de ce mouvement à faire adhérer tient entre autres au rêve de fraternité et à l'utopie d'une société solidaire dont il exhibe la « possibilité » dès le départ des pelleteuses. Les manifestants occupent alors le parc, installent leurs tentes, y passent la nuit, s'enchantent de leur témérité et de se découvrir si nombreux et bienveillants. Ils bricolent une bibliothèque sur les allées du parc, organisent des lectures de livres, une soupe populaire, initient des cours de yoga sur pelouse et se relaient gentiment au petit matin pour nettoyer le parc, évacuer les poubelles. Une impeccable action fraternelle, spontanée, exempte des clivages, autonome des partis politiques, qui invite explicitement et avec quelques succès musulmans conservateurs et femmes voilées à les rejoindre. M. Erdogan, Premier ministre, est en voyage au Maroc ; le gouvernement est tétanisé.

2. Parti démocratique des peuples – Pro-kurde.

À son retour au début du mois de juin, le mouvement s'élève contre les intrusions du Premier ministre dans la vie privée de ses concitoyens, ses déclarations qui, mises bout à bout, définissent le profil du bon citoyen, musulman sunnite conservateur pratiquant et contraint d'obéir aux « règles » qu'induit l'identité religieuse à laquelle l'assigne M. Erdogan. L'irritation est perceptible jusque dans les rangs de ses électeurs lorsqu'il réduit les femmes à leur rôle de mère, qu'il criminalise l'interruption de grossesse, qu'il culpabilise les césariennes sans parler des intellectuels à qui il reproche leurs usages et leurs boissons apéritives, alcoolisées s'entend. Bientôt les manifestants se dénombrent par centaines de milliers et le mouvement gagne quasiment toutes les villes du pays. La disproportion des violences policières et les premiers blessés sont d'autres arguments qui alimentent détermination et colère et décuplent le nombre de protestataires dans les rues, sur les places publiques³.

Le mouvement surprend par la rapidité avec laquelle il crée et impose ses symboles, ses représentations, son langage. Il imprime son humour, son style détendu, farceur, tolérant, amical. Le pingouin stylisé dont les images en pochoir ornent bientôt les murs d'Istanbul devient l'emblème du mouvement, raillant les émissions animalières que la chaîne CNN-Turk s'évertue à projeter pendant que la police déploie ses pompes à eau et ses cartouches de gaz lacrymogènes tirées parfois à bout portant sur les manifestants. Par les représentations qu'il choisit, son style et la composition sociale des premiers jours, le mouvement peut être comparé à Mai 68 mais certainement pas au Printemps arabe. Ces manifestants sont principalement des jeunes, fortement diplômés, proches du monde occidental. S'ils sont opposés à l'islamisme politique, ils n'ont eu de cesse d'inviter à leur mouvement les musulmans conservateurs anticapitalistes. Les jeunes femmes à foulard islamique – il y en a quelques-unes – ont été accueillies avec fierté. S'il est erroné de comparer le moment Gezi aux manifestations du Printemps arabe, il est tout aussi impropre d'y voir une sorte de mouvement Occupy puisque Gezi ne choisit pas de s'en prendre en priorité aux inégalités économiques et à ceux qui les créent. D'autre part, bien que Gezi ait commencé par réunir les protestataires des classes moyennes, il s'est caractérisé par sa propension à se resituer rapidement dans les luttes urbaines plus larges et à fédérer des acteurs issus des quartiers difficiles, réceptacles notamment des migrations internes.

Soixante-dix pour cent des manifestants se déclarent sans affiliation politique. Ainsi ont-ils veillé à ne pas laisser leur mouvement se faire récupérer par les partis politiques. Aucune figure de leader, ou des porte-parole attitrés n'émergera de

3. Le 25 juin, le mouvement comptabilise cinq morts, 7 681 blessés, 2 841 arrestations depuis le début du soulèvement. Voir Maxime Azadi, « Bilan de Gezi Parc », *Médiapart*, 25 juin 2013.

ces luttes, traduisant la vigilance des acteurs à garder la « propriété » collective du mouvement visant à ce que chacun puisse continuer à s'identifier. Si ces choix expriment une sensibilité démocratique fort évoluée, il n'en reste pas moins qu'ils ont contribué, avec les violences policières, à ne pas donner de postérité, du moins visible et politique, à ce mouvement. En cela Gezi se distingue aussi du mouvement des indignés en Espagne, qui a, lui, produit Podemos.

Le mouvement Gezi se laisse-t-il ranger parmi les conflits environnementaux ? La réponse est oui et non. Oui parce qu'il a bien démarré pour préserver un parc, un point d'oxygénation dans un centre-ville d'où sont progressivement éradiqués les espaces verts. Oui parce que la sensibilité qui a commandé au démarrage de ce mouvement était fortement écologique. Mais elle n'était pas que cela. Un autre parc ailleurs dans la ville n'aurait sans doute pas rallié un si grand nombre de protestataires si déterminés. Alors, de quoi s'agissait-il ? Il faut, pour répondre, sonder la « magie des lieux », ce qui s'y dégage de représentations, historiques et contemporaines, conscientes ou non, capables de susciter une telle adhésion. Il faut rappeler que le parc Gezi jouxte la place Taksim, dont le même projet de réaménagement redéfinit l'identité. En touchant à Taksim, ce projet menace tout à la fois l'*européanité* du quartier⁴, dont l'image avec son tramway décoratif sert à elle seule à représenter Istanbul⁵, minimise son caractère républicain⁶, kémaliste, séculier, ignore sa mémoire protestataire des luttes ouvrières⁷ et défie son mode de vie à l'occidentale, les usages récréatifs⁸ et artistiques⁹ qui s'y déploient¹⁰.

4. La place Taksim est située à l'extrémité de l'ancien quartier de Beyoglu, l'ancien Péra, résidence des ambassades et d'une population à majorité non musulmane, à partir duquel se sont diffusés au XIX^e siècle les usages européens dans l'ensemble de la ville.

5. Le programme *2010 Istanbul capitale européenne de la culture*, mis en œuvre avec le plein assentiment du gouvernement de M. Erdogan, a communiqué presque exclusivement par des images de l'artère principale du quartier, de jour, de nuit, sous la pluie ou au soleil, en veillant à ce qu'aucune femme voilée ne figure dans le cadre choisi.

6. La place Taksim héberge en son centre le seul monument d'Istanbul bâti en 1928 à la gloire de la République de Turquie. Elle comprend une statue de Mustafa Kemal en chef des armées de libération. Lieu des célébrations républicaines, c'est là qu'ont paradé, pendant des décennies, militaires et écoliers lors des fêtes dont les cérémonies ont été supprimées par le gouvernement AKP au profit de la glorification, tous les 29 mai, de la conquête d'Istanbul.

7. Taksim la militante : cette place a traditionnellement hébergé les rassemblements contestataires et les défilés du 1^{er} Mai.

8. Par la fréquentation des bistrotts et autres pratiques de loisir qui se déploient dans le quartier qu'il borde, Taksim représente les usages honnis par la culture islamo-conservatrice promu par les membres de l'AKP, la mixité hommes-femmes, la consommation d'alcool.

9. La rue Istiklal qui débouche sur Taksim est le siège des galeries d'art, des théâtres et centres culturels qui accueillent festivals et autres activités de l'événementiel international.

10. Nora Seni, « Taksim. La Turquie polarisée », *Libération*, 17 juin 2013.

Voici donc un millefeuille de symboles envers lesquels le Premier ministre islamo-conservateur a commencé, depuis 2011, à exprimer sa franche allergie. Ainsi, le conflit engendré par ce projet de réaménagement, soutenu explicitement par Recep Tayyip Erdogan (RTE) s'est vite mué en une confrontation entre deux visions de la culture et de l'identité culturelle de la Turquie tout entière. L'année 2013 est en effet un moment où à coups de déclarations le Premier ministre exprime progressivement sa volonté de transformer l'ADN (politique, administratif, culturel) de la Turquie, volonté concrétisée quelques années plus tard par le projet soumis à référendum (16 avril 2017) de changer la Constitution pour une ultraprésidentialisation du régime, supprimant fonction de Premier ministre et séparation des pouvoirs que devra concentrer sous son autorité le président.

Une répétition de Gezi se profile-t-elle à Istanbul pour la préservation du parc qui se trouve à l'autre extrémité de la coulée verte qui commence à Taksim (pensée par l'urbaniste français Henri Prost en 1936) et se prolonge vers le nord-est de la ville ? Le parc de Maçka est menacé par la construction du tunnel autoroutier qui débouchera à ses frontières. L'abattage des arbres a commencé (hiver 2017) pour permettre au chantier de s'installer, alertant les habitants du quartier environnant, séculier et cossu, qui expriment leur protestation en organisant des tours de vélos et de veille dans le parc auquel ils convient les médias... En période de campagne pour le référendum, dans un climat post-coup d'État manqué (juillet 2016) et de mesures répressives visant, avec succès, à anéantir toute velléité d'insoumission, cette protestation ne semble pas avoir vocation à soulever des foules.

Des citoyens de plus en plus sensibles aux questions environnementales

L'autre courant majeur dont il faut tenir compte pour la compréhension des conflits environnementaux en Turquie concerne l'ensemble des défis écologiques auquel est confronté ce pays. Greenpeace annonçait par exemple en 2013 qu'Ankara lançait une soixantaine de centrales thermiques sur tout le territoire, laissant très peu de place aux projets d'énergie renouvelable. De grands projets d'infrastructures de transport sont mis en œuvre, la construction notamment d'un troisième aéroport à Istanbul et un troisième pont sur le Bosphore entraînant une déforestation considérable (2,4 millions d'arbres avaient été abattus en 2013) et un étalement urbain qui menace entre autres les nappes phréatiques. En 2010, la Turquie a signé un contrat pour la construction d'une centrale nucléaire à Akkuyu¹¹, près de la ville de Mersin, sur les bords de la Méditerranée. Alors que la société civile s'organise au sein

11. <https://www.dailysabah.com/energy/2016/04/28/rosatom-to-sell-49-pct-of-akkuyu-nuclear-plant-due-to-financial-issues>.

d'associations pour la sortie du nucléaire, un nouveau contrat est signé en 2013 avec Areva et Mitsubishi pour construire une deuxième centrale nucléaire, cette fois sur les bords de la mer Noire, à Sinop¹². La firme américaine Westinghouse explore avec le gouvernement turc et le partenariat d'une entreprise chinoise l'opportunité d'une troisième centrale nucléaire en Thrace, au bord de la mer Noire, sur la localité d'Igneada, rattachée à la ville de Kırklareli. Il est question en particulier des risques sismiques auxquels expose la Turquie son positionnement sur plusieurs lignes de faille qui la traversent d'est en ouest. Quant à son capital patrimonial, il est pris d'assaut par des logiques de valorisation rapide auxquelles commandent les tropismes de la bureaucratie islamique « néo-ottomaniste ». Les procédures de consultation et de participation aux décisions environnementales semblent à ce jour vouées à rester sur le papier. Seules sont parfois opératoires les initiatives de judiciarisation initiées par les associations qui intentent des procès pour invalider les décisions. Souvent, le pouvoir central finit par invalider les décisions des tribunaux administratifs en faisant appel ou par de nouveaux décrets.

En revanche, la question environnementale s'invite de plus en plus dans le débat public, conséquence d'une sensibilisation croissante des citoyens à ces questions. Considérée jusque-là comme un enjeu local et subalterne, elle occupe désormais une place importante et s'accompagne de nouvelles représentations, de nouvelles perceptions du danger, du sens de la préservation. L'accroissement des menaces environnementales suscite parfois des conflits surprenants par la longévité des luttes engagées et la détermination sans faille de la partie civile, par l'identité des acteurs protestataires et par leur cohésion qui transcende leurs diversités politique, sociale, générationnelle et de genre. Ainsi en est-il de l'opposition des habitants de la province d'Artvin – sur les bords de la mer Noire, vers la frontière avec la Georgie – à l'exploitation d'une mine dans la forêt, au-dessus de la montagne qui surplombe leur ville avec à son sommet le lieu-dit Cerattepe. Comment, aux confins nord-est de la péninsule anatolienne avec une population de 170 000 personnes, cette ville, qui paraît minuscule lorsqu'on la compare à Istanbul et ses 17 millions d'habitants, résiste-t-elle depuis vingt-cinq ans aux assauts de différentes compagnies minières candidates à l'extraction de l'or et du cuivre de la zone de Cerattepe? Le bras de fer que les habitants de cette région

12. « Au-delà du symbole de la relance du nucléaire civil pour les Japonais, après la catastrophe de Fukushima il y a deux ans, les associations s'inquiètent de la proximité de la future centrale avec une faille sismique qui a déjà provoqué de nombreux dégâts en Turquie. En effet, la faille nord-anatolienne est à l'origine de plusieurs tremblements de terre, comme à Izmit, Düzce, Çerkes, Bingöl ou Karakoçan ces dix dernières années », Franceinfo, 3 mai 2013, http://www.francetvinfo.fr/monde/nucleaire-la-construction-d-une-centrale-en-turquie-pres-d-une-faille-sismique-inquiete-les-ecologistes_1653725.html

verdoyante ont engagé avec les pouvoirs publics présente plusieurs singularités qui éclairent la gouvernance et le succès de cette résistance.

D'abord la crainte

Les *Artvin'li*¹³ (« Artviniens ») perçoivent l'exploitation d'une mine comme une mise en danger de plusieurs aspects de leur vie quotidienne, de leur culture, de leur santé. Ils sont tout à fait conscients du privilège qu'ils ont d'habiter une région verdoyante, à l'abri d'une belle forêt dont la préservation et la jouissance font partie de leurs traditions. Ils tiennent aussi à l'aire de plaisance qui s'étend entre Cerattepe et Artvin où ils ont leurs habitudes récréatives. Ces loisirs, la protection de la forêt à laquelle ils sont très attachés font partie de leur mode de vie, de leurs usages, de leur identité. Ils refusent d'y renoncer. Ils craignent également les effets de la mine sur les lieux touristiques d'Artvin qui est entourée d'une vallée classée parc national et protégée comme espace de récréation, de promenade¹⁴. À Loïs Battaglini qui a fait de l'analyse de ce conflit l'objet de son mémoire de master, les habitants ont confié qu'on retrouve dans les cahiers des *muhtar* (chefs élus d'un quartier ou d'un village) des règles qui interdisent la coupe d'arbres sur tout ou partie de leurs communes. Or la construction de la mine vouée à être installée dans la zone forestière entraînerait inévitablement une considérable déforestation¹⁵ et contribuerait à augmenter les glissements de terrain sur ce sol qui se prête à l'érosion. Pour la mine, il est prévu de construire dans un premier temps des installations d'infrastructures, des bâtiments administratifs et un téléphérique qui descendrait de la montagne jusqu'à la rive opposée du fleuve Coruh.

Acteurs majeurs de ce conflit, les habitants d'Artvin-Cerattepe constituent une population que la promesse de créations d'emplois induites par l'exploitation d'une mine ne semble pas pouvoir tenter ni convaincre. Ils sont parfaitement renseignés sur la toxicité des techniques d'extraction de l'or et du potentiel de contamination qu'elles induisent des eaux potables par les rejets de cyanure. Résister à la construction de la mine est donc une question de santé publique pour cette population dont la grande majorité participe à la lutte (proportion évaluée à 60-70% par les habitants interrogés) contre la mine au sein de l'« Association Artvin la verte » (*Yesil Artvin Dernegi, YAD*) fondée il y a plus de vingt ans.

13. C'est avec ce suffixe que la langue turque désigne l'appartenance à un lieu.

14. <http://www.haberturk.com/gundem/haber/1102038-haberturk-cerattepe-dosyasi-ni-aciyor>.

15. L'entreprise détentrice de la licence de construction prétend qu'il suffira de couper 3 500 arbres alors que les opposants la suspectent de prévoir d'en couper 50 300.

Celle-ci regroupe les membres de tous les grands partis locaux à l'exception de l'AKP, parti islamo-conservateur, au gouvernement depuis 2002, mais il semble que beaucoup de sympathisants de ce parti soutiennent eux aussi l'association dans un bel élan unanimiste. Le milieu syndical d'Artvin et plusieurs corps de métiers locaux adhèrent à YAD, dont la force semble venir de cette pluralité d'acteurs et des compétences organisationnelles qui lui sont ainsi offertes. Le mouvement transcende les identités politiques des habitants. S'y côtoient les électeurs sociaux-démocrates, nationalistes, islamo-conservateurs. La diversité des acteurs concerne autant le politique que le social, le genre et l'éventail générationnel. Cette diversité qui témoigne du caractère fédérateur et inclusif du mouvement fonctionne comme le symbole de la force, de la cohésion et de l'unité de la ville.

À la tête de cette association, une femme, Mme Nese Karahan. Elle préside à ce mouvement de résistance depuis plus de vingt ans et l'incarne. C'est elle que l'on voit en première ligne des manifestations, c'est elle qui répond aux interviews, c'est elle qui a pris l'initiative de plusieurs des actions dans ce conflit. Son assurance tranquille et son charisme réel, qui n'est pas celui d'une passionaria, lui permettent d'être écoutée et entendue par les habitants. Elle a fait l'objet de gardes à vue et de plusieurs interpellations qui lui ont permis de démontrer, si besoin était, son courage et sa détermination.

La forte participation des femmes est une autre des singularités du mouvement. Elles sont parfois majoritaires dans les manifestations et souvent en première ligne. La quasi-totalité d'entre elles sont issues de milieux séculiers et ne sont pas voilées. C'est d'ailleurs une des singularités de la population d'Artvin. Aux victoires d'étape que les protestataires célèbrent en dansant la *hora*¹⁶, hommes et femmes battent le rythme ensemble, main dans la main.

Magie des lieux

Cette résistance aussi possède son lieu « sacralisé ». Il s'agit d'une cabane construite en 2015 à Cerattepe, où les habitants d'Artvin se relaient pour entraver l'accès des camions de la compagnie minière. « Les habitants se sont relayés en équipes nuit et jour pendant huit mois, pour maintenir le piquet de garde et empêcher la compagnie minière d'accéder à Cerattepe... Il est souvent arrivé que des groupes ou des individus ne partageant pas les mêmes idéologies ou modes de vie tiennent la garde ensemble pour une journée ou une nuit » [Battaglini, 2016, p. 97]. Tour de surveillance d'une forteresse imaginaire, cette cabane a tenu de juin 2015 jusqu'à l'estocade portée à ce mouvement en février 2016. Entre-temps, elle a servi

16. Une espèce de ronde.

d'emblème aux luttes des Artvin'li pour qu'on ne leur abîme pas leur forêt, elle a symbolisé la réappropriation de leur territoire par ses habitants et leur positionnement comme décideurs de leur environnement, de leur mode de vie, de leur culture. La cabane fut investie, visitée, fêtée. Deux jeunes sur le point de se marier seraient venus célébrer leur union dans la cabane et fait écrire « non à la mine » sur leur faire-part. Comme à Gezi ! L'auteur de ces lignes a assisté en effet à Istanbul, en juillet 2013, alors que le feu des manifestations n'était pas encore complètement éteint, à un mariage dans le parc Gezi où le fonctionnaire de mairie convié sur place, a uni, acclamé, applaudi par des centaines de protestataires, une mariée, voile de tulle blanc coincé sous un casque antiprojetile, au jeune homme de son choix.

La concession pour l'exploitation de la mine a, par trois fois, changé de main. La dernière compagnie, Cengiz Holding, qui poursuit le projet à Cerattepe depuis 2012, est un conglomérat qui bénéficie du soutien de l'État. Il possède un atout supplémentaire : il est déjà implanté dans la province d'Artvin où il exploite depuis 2006, *via* une de ses filiales, la mine de Murgul, en activité depuis 1936. Il semble néanmoins que cela n'ait pas contribué à le rendre plus familier des Artvin'li qui persistent à le percevoir comme un étranger toxique pour la ville. Le soutien dont la holding bénéficie de la part de l'État et de l'AKP aiguise le clivage entre la majorité de la ville et les représentants du gouvernement. Le conflit distribue les protagonistes comme à Gezi avec, d'une part, l'État qui tente d'imposer un projet et, de l'autre, des citoyens qui n'en ont cure.

Ce mouvement demeuré en hors-champ des médias pendant près de vingt ans fit irruption sur la scène médiatique nationale en février 2016 lorsqu'une charge policière d'envergure fut lancée contre Cerattepe provoquant un emballement médiatique, changeant l'échelle et la nature de ce conflit, le faisant passer d'une question locale à un enjeu de politique nationale, lui octroyant le statut de modèle de lutte environnementale, juste et héroïque. La population d'Artvin gagne la réputation d'un « peuple responsable et attaché à la nature », tandis que Cengiz Holding est décrit comme un affairiste vorace et sans scrupule. Les comparaisons vont bon train dans les médias. Entre enthousiasme et crainte, la presse d'opposition relève les ressemblances¹⁷ ; les deux mouvements, constate-t-elle, démarrent pour protéger la nature et protester contre la coupe des arbres. Tous deux ont établi des lieux de veille, Gezi ses tentes, Cerattepe sa cabane, tous deux ont subi des violences policières disproportionnées, tous deux ont saisi la justice pour arrêter les projets imposés à la population. M. Erdogan est le premier à faire cette comparaison¹⁸, sauf que dans sa bouche c'est un argument complotiste et disqualifiant.

17. Mehmet Tezkan, « Cerattepe'de Gezi ders », *Milliyet*, 25 février 2016. < www.milliyet.com.tr >

18. « Bunlar da yavru Gezici 'ler », *Hurriyet*, 27 février 2016. < www.hurriyet.com.tr >

La presse partisane s'empresse de renchérir sur le thème, accuse les résistants d'Artvin de bénéficier de la complicité du PKK.

Quelles que soient les tentatives d'éreintement du Premier ministre et des partisans de l'AKP, la préservation de la nature comme cause à défendre et objet de conflit apparaît bien aujourd'hui en Turquie comme indemne des visées politiques et d'autant plus fédératrice. Si bien que Cengiz Holding tentera, pour convaincre la population d'Artvin, de repeindre son projet au vert de l'écologie, d'apparaître *environmentally friendly*, responsable, éthique et protecteur de l'environnement. Cette tentative de *greening* se limitera à la communication de la compagnie, multipliant les images d'enfants (l'avenir) dans des cadres verdoyants.

La capacité fédératrice de l'enjeu environnemental sous les latitudes turques n'est plus à démontrer. Elle augmente à mesure que se précise la perception des menaces environnementales. Il en est ainsi non seulement à Gezi et Cerattepe mais aussi dans des conflits moins spectaculaires, comme ceux suscités par l'opposition à la centrale de Sinop, contre la construction du barrage d'Ilisu qui noie sous l'eau le patrimoine historique de la ville de Hasankeyf, contre la coupe des arbres dans le parc de Maçka. L'efficacité récente de l'argument environnemental est bien en passe de se transformer en ressource du politique, susceptible d'être instrumentalisé par toute force sociale, gouvernementale ou d'opposition, conservatrice/religieuse ou libérale/sécularisée.

Compte tenu du rétrécissement drastique du champ de la contestation politique en Turquie en 2016-2017 d'une part, et de l'augmentation des menaces environnementales d'autre part, cela laisse présager la multiplication des actions du monde associatif sur l'environnemental. Ce domaine a un potentiel fédérateur d'autant plus puissant que l'objet du conflit se soustrait au politique. L'équation suggérée en introduction de ce texte, à l'œuvre sous Abdulhamid, n'est-elle pas alors sinon vérifiée, du moins quelque peu illustrée ?

Bibliographie

- ADEM C. (2005), « Non state actors and environmentalism », in F. ADAMAN et M. ARSEL (dir.), *Environmentalism in Turkey: Between Democracy and Development?*, Ashgate, Farnham.
- BATTAGLINI L. (2016) « Une résistance locale et environnementale dans les confins du Nord-Est turc : la lutte d'une ville conte une mine », mémoire de master 2, IFG, université Paris-VIII Saint-Denis, septembre.
- SENI N. et GEORGEON F. (1992) « Istanbul dans la presse satirique ottomane (1870-1876) », in CLAYER N., POPOVIC A. et ZARCONI T. (dir.), *Presse turque et presse de Turquie*, Isis, Istanbul, p. 51-56.

